

Votez Attac

Rassurez-vous ATTAC n'a pas décidé de se transformer en parti politique mais «le vote Attac» auquel nous vous appelons, c'est un engagement déterminé, conscient de la nécessité de définir et mettre en œuvre une alternative au néolibéralisme (n'oubliez pas de vous acquitter de votre cotisation 2007). C'est ce à quoi s'est attachée l'Université d'été d'Attac du 24 au 28 août à Toulouse, avec un programme organisé en 7 filières correspondant aux sept piliers du libéralisme définis dans le «manifeste» et 3 assemblées plénières portant sur «Attac et le mouvement altermondialiste», le «déficit démocratique en Europe» et «les alternatives au libre échange». La grave crise du système financier international qui menace de se transformer en crise de l'économie «réelle», a été au centre de des débats. La participation nombreuse (plus de 800 personnes) témoigne de la vitalité d'Attac et de l'attente des réponses et propositions qu'elle peut apporter. Le déroulement a satisfait la vocation première d'Attac qui est de situer les enjeux politiques locaux ou nationaux dans le contexte international. Il a permis d'approfondir les axes principaux d'intervention de l'association :

- **les alternatives au libre échange** : qu'il s'agisse des Accords de Partenariat Économique (APE) entre l'Union Européenne et les Pays ACP (Afrique, Caraïbe, Pacifique) c'est à dire les anciennes colonies des pays de l'UE, de l'OMC où se poursuit le cycle de Doha pour, notamment, l'ouverture des frontières dans le domaine agricole, ou des nombreux accords bilatéraux entre pays du Nord et du Sud, ce sont les intérêts des transnationales des Pays du Nord qui sont portés. C'est pourquoi Attac est partie prenante de la journée mondiale de mobilisation «STOP APE» du 27 septembre à l'occasion du 5ème anniversaire du début des négociations.
- **l'urgence écologique liée à la question sociale** : la question écologique va constituer une axe central des campagnes pour les élections municipales en France. Attac entend élargir la réflexion, en s'associant notamment avec les

organisations syndicales, aux interactions entre les mesures de protection de l'environnement et l'impact social positif ou négatif de leur application Il s'agit de définir des solutions alternatives écologiquement et socialement «durables». En vue du «Grenelle de l'environnement» mi octobre, un collectif s'est constitué à Marseille qui met en avant des mesures prioritaires : moratoires sur la construction de toute nouvelle autoroute, de tout incinérateur (dont bien sûr celui de Fos), de toute culture OGM de plein champ et sur les projets nucléaires (l'EPR et ITER).

- **l'autre Europe que nous voulons** : un travail collectif des Attac d'Europe a été mis en place, dont l'objectif stratégique est la construction d'un espace public européen. Pour y contribuer, une université d'été des Attac d'Europe sera organisée en août 2008 à Sarrebruck ainsi qu'une campagne commune pour un référendum sur le traité «simplifié».
- **La solidarité face aux inégalités** : la déferlante Sarkozy entraîne la France dans la destruction de la protection sociale, du droit du travail et des services publics, et la limitation des libertés. Aucune résignation n'est de mise. Dès le 29 septembre Attac appelle à participer aux «quatre heures contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous».

Dans le même temps l'alignement du Parti Socialiste au centre droit semble vouloir à toute force s'imposer. Parce qu'il a donné depuis longtemps des gages de son adhésion aux thèses néolibérales tant dans les politiques menées depuis 83 lorsqu'il a été au pouvoir que par la désignation de ses membres à la tête des institutions internationales (de Jacques Delors à Pascal Lamy et prochainement Dominique Strauss-Khan) l'entrée de socialistes dans un gouvernement qui affiche clairement ses options libérales ne devrait donc pas nous surprendre.

Elle est cependant difficile à admettre par beaucoup d'électeurs de gauche qui se sont laissés gruger par la campagne pour le «vote utile» et prennent conscience qu'à l'avenir la seule alternance politique qui pourrait leur être proposée serait celle d'une alliance PS-UDF succédant à une alliance PS-UMP.

Nos rendez-vous

Jeudi 20 septembre à 19h00
Attac au Ligoures
Crise boursière,
enjeux de la rentrée :
perspectives d'Attac
Avec des vidéos de l'Université
d'été d'Attac France

Mardi 2 octobre à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
Le grand secret des essais
pharmaceutiques :
Présentation du film
« La constance du jardinier »
Cette réunion servira d'introduction
à la conférence
du Ligoures le jeudi 18 octobre.

Jeudi 18 octobre à 19h00
Attac au Ligoures
Le grand secret des essais
pharmaceutiques :
CONFERENCE de Sonia Shah, auteur
de « Cobayes humains »
en présence de Laurence Klejman
des éditions Démopolis

Mardi 06 novembre 2007 à 19h30
Attac au Jas de Bouffan
Réunion autour de la projection
d'extraits du film
“Un autre monde est possible”
de Keny Arkana

De ce point de vue la situation politique peut paraître bien sombre, encore assombrie par la division de la gauche antilibérale.

Ce contexte donne une importance accrue à l'action d'éducation populaire d'Attac, face à la pression médiatique qui inonde les français d'une propagande néolibérale alimentée par l'activisme de Sarkozy (qui va jusqu'à accaparer la coupe du monde de rugby et octroyer un label UMP à l'équipe de France et aux «valeurs» de ce sport à la recherche de nouveaux « marchés »). Le rassemblement des forces du mouvement social sur une base de rupture claire avec le libéralisme, est donc un objectif prioritaire. Venez en discuter le 20 septembre au Ligoures pour la réunion de rentrée d'Attac sur le thème «Crise boursière, enjeux de la rentrée, perspectives d'Attac».

Bernard Lagune

**AGENDA
DE SEPTEMBRE OCTOBRE
2007**

**Dimanche 16 septembre 2007 de
10h00 à 18h00**

**ASSOGORA sur le cours Mirabeau à
Aix en Provence**

**Jeudi 20 septembre 2007 à 19h00
Attac au Ligoures Attac pays d'Aix
fait sa rentrée, ouverte à tous.**

**Crise boursière, enjeux de la rentrée :
perspectives d'Attac avec des
vidéos de l'Université d'Été d'Attac**
Maison des associations, Le Ligoures,
place Romée de Villeneuve,
à Encagnane - Aix en Pce.

Jeudi 27 septembre 2007

**Journée mondiale d'action
"NON aux Accords de Partenariat
Economique"**

A Aix : distribution de tracts samedi 29
matin, au marché.

Samedi 29 septembre 2007

**Journée de mobilisation nationale :
4 heures contre les franchises et
pour l'accès aux soins pour tous.**

Dimanche 30 septembre 2007 :

JAS AGORA

dans le parc de verdure au Jas de
Bouffan.

Mardi 02 octobre 2007 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

**Le grand secret des essais pharmaceu-
tiques :**

**Présentation du film « La constance
du jardinier » inspiré du livre de
John Le Carré sur les expérimenta-
tions des laboratoires pharmaceu-
tiques sur des êtres humains dans
les pays pauvres.**

**Cette réunion servira d'introduction
à la conférence du Ligoures le jeudi
18 octobre.**

Salle Le Cèdre à l'AGESA, avenue du
Deffens, au Jas de Bouffan - Aix en
Pce.

**Samedi 13 et dimanche 14 octobre
2007 :**

AG d'Attac France à Lyon

Jeudi 18 octobre 2007 à 19h00

Attac au Ligoures

**Le grand secret des essais pharmaceu-
tiques :**

**Conférence de Sonia Shah, auteur
de « Cobayes humains »
en présence de Laurence Klejman
des éditions Démopolis.**

**Ce livre, préfacé par John Le Carré,
sort en librairie le 04 octobre.**

Maison des associations, Le Ligoures,
place Romée de Villeneuve, à Enca-
gnane - Aix en Pce.

Mardi 06 novembre 2007 à 19h30

Attac au Jas de Bouffan

**Réunion autour de la projection
d'extraits du film**

**"Un autre monde est possible" de
Keny Arkana**

Salle Le Cèdre à l'AGESA,
avenue du Deffens, au Jas de Bouffan
- Aix en Pce.

Aix-croissance : contact Dany Tressera : 06 15 09 38 01
chundany@aol.com

Dette : réunion les 1er lundi du mois à 19h30 chez Raymon-
de Lagune Contact : Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Économie solidaire / Cigale : réunion 4ème jeudi du
mois : contact : Ernest Hussy 04 42 92 67 15

Environnement : réunion le jeudi 27 septembre et mercredi
24 octobre chez AM Quetglas, 22 res St Benoît av de la
Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94/06 74 74 49 63

Femmes, genre et Mondialisation : contact : Claudine
Blasco 04 94 78 58 69

Paradis fiscaux taxes globales : réunion le mercredi 18
septembre et mercredi 17 octobre chez AM Quetglas,
22 res St Benoît av de la Cible, Aix Tel : 04 42 27 97 94/
06 74 74 49 63

G R O U P E S D E T R A V A I L

**Préparation des réunions des adhérents et sympathi-
sans** : (Jas et Ligoures) : contact : M et J Fourmy 04 42 21
65 45 et Jacques Villar 04 42 27 21 87

Cours d'économie de Renaud Gallimard : le 2^{ème} jeudi
du mois à 19h00, Centre JP Coste contact : Madeleine
Liotier au 04 42 27 33 49

Stand marché Richelme : samedi à partir de 10h00:
contact Anne-Marie Quetglas 04 42 27 97 94

Stand marché Bois de l'Aune (Jas) samedi à partir de
10h30: Contact J.et M Fourmy 04 42 21 6545

Tractage : contact Raymonde Lagune 04 42 96 66 46

Responsable fichier adhérents :
Valérie Brûlant 06 77 74 58 85

Contact presse : Dany Tressera 06 15 09 38 01

Attac pays d'Aix fait sa rentrée

Crise boursière, enjeux de la rentrée : perspectives d'Attac.

La crise financière de l'été 2007, déclenchée au sein même de l'économie la plus puissante du monde, nous a rappelé que l'ordre néolibéral non seulement alimente en permanence l'injustice sociale, mais de surcroît déclenche périodiquement des crises majeures internationales. Dans ce contexte de crise financière, de privatisation de l'énergie et autres services publics, d'attaque des droits sociaux et d'urgence écologique, Attac réaffirme son rôle d'éducation populaire en proposant des analyses, des alternatives et des actions à construire ensemble tant sur le plan national, européen qu'international.

Attac France redémarre en force après deux années difficiles. L'université d'été a connu un énorme succès avec 800 participants, dont de nombreux sympathisants souhaitant rejoindre l'association.

Deux campagnes s'organisent déjà pour fin septembre :

- Le 27 septembre, journée mondiale contre les Accords de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui doivent être signés fin 2007, véritable pillage économique. (lire art p.3)

- Le 29 septembre, mobilisation nationale contre les franchises médicales. (lire art p.3)
La campagne d'info sur la libéralisation du secteur de l'énergie continue.

L'urgence écologique liée à la question sociale et "une autre Europe, écologique, solidaire et démocratique" seront aussi au cœur de nos préoccupations.

Localement, nous avons réaménagé notre activité.

Nous proposons à partir de mi-septembre 2 réunions par mois, organisées par une même équipe, ouvertes à tous les adhérents, sympathisants et curieux :

Le 1^{er} mardi du mois de 19h30 à 22h00 au Jas de Bouffan (à partir d'octobre)

Le 3^{ème} jeudi du mois de 19h00 à 22h00 au Ligoures

Venez nombreux à notre réunion de rentrée le jeudi 20 septembre au Ligoures

où nous vous ferons partager des moments de l'Université d'Été d'Attac France, en présence de militants y ayant participé et de Renaud Gallimard, et où à partir des sujets abordés, nous débattons et élaborerons ensemble les priorités d'Attac pays d'Aix pour l'année à venir.

En attendant cette réunion de rentrée, nous aurons le plaisir de vous rencontrer à l'Assogora d'Aix, dimanche 16 septembre, Cours Mirabeau, ainsi que le 30 septembre à la "Jas Agora", au Parc de verdure.

Deux moments importants de la vie interne d'Attac France :

- **Les 13 et 14 octobre, l'Assemblée Générale des adhérents** qui aura lieu à Lyon.

Il est intéressant pour tout adhérent d'y aller et important de voter. Infos pratiques avec le matériel de vote. Co-voiturage à partir d'Aix, contact Valérie Brûlant : 06 77 74 58 85

**C'est aussi le moment d'adhérer ou de ré-
adhérer** pour ceux qui ne l'ont encore fait. Attac au niveau national et local ne peut vivre sans l'apport financier de ses adhérents.

- **Les 10 et 11 novembre, la Conférence Nationale des Comités Locaux à Montreuil.** Attac pays d'Aix est pour la 3^{ème} et dernière fois comité organisateur (sortant).

Valérie Brûlant et Gérard Guieu

Projection du film «POSTE RESTANTE» vendredi 21 septembre

à 19h au cinéma la Cigale au Puy Sainte Réparate en présence du réalisateur Christian Tran
Projection organisée par le collectif de citoyens créé pour défendre le bureau de poste qui dessert les communes du Puy Sainte Réparate et de St Estève-Janson et qui est menacé de fermeture par la direction de l'établissement public. Ce film retrace la fermeture des bureaux de poste en Ardèche, avec le témoignage intéressant de certains maires.

NON aux APE !

Ce 27 septembre marquera le 5ème anniversaire du début des négociations des Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne (UE) et 77 pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP), tous anciennes colonies de pays membres de l'UE.

Nous avons déjà consacré deux articles de la LA (n° 45 et 47) et une réunion publique, le 05-12-2006, à ces APE. S'ils étaient signés lors du sommet euro-africain de Lisbonne, les 8 et 9 décembre 2007, ils devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Ces APE sont issus de l'Accord de Cotonou signé en 2000 qui succéda aux accords de Yaoundé, puis de Lomé qui régissaient depuis 1963 les relations UE-ACP. Les pays ACP nouvellement indépendants bénéficiaient de mécanismes de solidarité : préférences tarifaires, protocoles commerciaux spéciaux pour l'accès au marché de l'UE, système de compensation du déficit de recettes d'exportation, Ces accords n'étaient pas la panacée, mais ils accréditaient l'idée d'un "traitement différencié" à l'égard des pays ACP.

Mais lorsque fut créée l'OMC en 1995, il apparut que ces accords (non réciproques et discriminatoires) n'étaient pas compatibles avec les nouvelles règles du commerce international. "L'esprit de Lomé" fut remis en cause par l'accord de Cotonou. Le dispositif ancien doit laisser place à des accords de libre-échange dits de "Partenariat Economique" entre l'UE et six blocs de pays ACP constitués par l'UE seule !

Tout cela est enrobé dans la rhétorique du "développement" et de l'éradication de la pauvreté. Mais ne confondons pas l'habillage et le projet réel ! Derrière le masque de la générosité, ce sont les intérêts de ses entreprises transnationales que l'UE cherche à promouvoir. Comment des accords de libre-échange entre des économies aussi inégales pourraient bénéficier aux populations des pays les plus pauvres ? L'UE, de loin le "partenaire" le plus fort, tente même, depuis le blocage de l'OMC, d'obtenir ce qu'elle n'a pu obtenir à Cancún en matière d'ouverture des pays ACP à ses entreprises.

Devant les réticences de certains pays ACP à signer de tels accords, les

29 septembre 2007 :

4 heures contre les franchises et pour l'accès aux soins pour tous

Professionnels du soin, syndicats, partis politiques, acteurs du monde associatif ou médico-social, mutualistes, représentants des usagers et /ou usagers du système de santé, se mobilisent contre les franchises, pour l'accès aux soins de qualité et à la santé pour tous.

Nous refusons les franchises sur les soins, que veut mettre en place le nouveau gouvernement :

- Appliquer une franchise, même si elle épargnait les patients bénéficiaires de la CMU, c'est pénaliser les patients aux revenus les moins élevés, c'est aggraver les difficultés d'accès aux soins de ceux qui ne peuvent actuellement se payer une complémentaire, de ceux qui ne le pourront plus car le coût des complémentaires augmentera.
- Appliquer une franchise, c'est dissuader les patients de se faire soigner pour des maladies apparemment peu sévères mais qui, faute de soins, risquent de s'aggraver ; c'est les inciter à reporter à plus tard les actes de prévention ; c'est l'inverse d'une politique cohérente de santé publique.
- Appliquer une franchise, c'est économiquement inefficace : les forfaits, mis en place ces dernières années, n'ont pas empêché l'accroissement des dépenses de soins car celles-ci sont concentrées sur un petit nombre de personnes à pathologies graves.
- La franchise est sensée « responsabiliser » les patients, les membres du gouvernement le répètent constamment. C'est dire que pour eux, les Français sont irresponsables... Or, pour être responsable, il faudrait pouvoir s'orienter en connaissance de cause, bénéficier d'un système d'information claire sur l'organisation réelle du système de santé, sur les tarifs pratiqués, sur les pathologies et l'éducation à la santé. C'est loin d'être le cas en France. La responsabilisation est donc un prétexte, les malades n'étant pas responsables de leurs maladies. La franchise est avant tout un système de pénalisation financière et de culpabilisation, notamment du malade pris en charge à 100%, du cancéreux, du dialysé, du diabétique, de l'accidenté du travail. Ce projet s'inscrit dans une « culture » des uns contre les autres, génératrice de haines sociales.
- La question de la dépense de soins découle de décisions politiques sur l'organisation du système de soins, du mode de rémunération des professionnels, du type de formation qu'ils reçoivent (indépendante ou non notamment), de la mise en place d'actions de prévention et d'éducation à la santé, d'actions sur les conditions de vie des gens, sur la santé au travail et environnementale, sur le bien manger...
- L'instauration de franchises, la généralisation des dépassements d'honoraires par la création d'un secteur optionnel, aboutirait à l'abandon progressif d'un système d'Assurance maladie solidaire, dans lequel chacun cotise selon son revenu et est soigné selon son état de santé ; ce serait la mise en place d'un système assurantiel privé favorable à la croissance des inégalités sociales de santé.
- S'opposer aux franchises est le premier pas pour construire un système de santé plus juste.

Réussir la mobilisation du 29 septembre, c'est permettre ensuite, s'il n'y a pas abandon par le gouvernement de cette proposition injuste, d'engager, dans la deuxième quinzaine d'octobre, des manifestations décentralisées dans toute la France.

Communiqué commun du collectif national contre la franchise et pour l'accès aux soins pour tous (dont Attac est signataire) et de la CGT.

A l'appel du collectif régional : Rassemblement et conférence de presse devant la Foire de Marseille samedi 29 septembre (heure communiquée ultérieurement)

négociateurs de l'UE accentuent pressions, chantages et menaces.

Ces APE, que certains appellent des "Accords de Paupérisation Economique" vont accroître, dans les pays ACP, la pauvreté, les inégalités, l'exode rural et les tentatives d'émigration au moment où l'UE se barricade et établit un cordon sécuritaire avec ses Voisins. Comment ne pas entendre les paroles terribles d'Aminata Traoré : "Si vous ne voulez pas de la misère du monde, il ne faut pas la créer en amont ! Vous les appauvrissez et vous les chassez !" (émission Ripostes - 7 mai 2006).

"Piller d'un côté, chasser de l'autre". Ce n'est pas cette Europe prédatrice que nous voulons! Nous voulons une Europe solidaire qui fonde ses échanges sur la coopération et le respect des droits des peuples.

Attac se joindra à la journée mondiale de mobilisation de ce 27 septembre "NON aux APE", et le 15 novembre, pendant la semaine de la solidarité internationale, Attac Pays d'Aix présentera au Ligourès, un diaporama intitulé "Quand l'Europe s'occupe de ses anciennes colonies"

Michelle Fourny

L'éternel retour

1987, 89, 92, 93, 94, 97, 98, 2000, 01, 02 et aujourd'hui, été 2007, la petite dernière, la crise des "subprime mortgage" aux États Unis. La globalisation financière n'est pas ce cosmos harmonieux où s'ajusteraient dans un ballet bien ordonné, les offres et les demandes.

Les subprime mortgage sont des prêts immobiliers à taux variable, accordés par des officines de crédit, à des salariés à faible revenus, contre une hypothèque sur le logement qu'ils achètent.

Ces officines vendent ensuite les reconnaissances de dette des emprunteurs, à des organismes financiers qui les transforment en titres financiers, en fait, des paniers de créances. C'est un business très à la mode aux États Unis, les acheteurs de ces paniers ignorent le plus souvent, ce qu'ils contiennent. Ces titres ont ensuite servi de socles à toute une gamme de produits dérivés, rendant finalement plus difficile l'évaluation des risques. Les fonds spéculatifs (hedge funds) ont massivement investi et contribué à la hausse du marché immobilier américain. Tant que les prix des logements augmentaient et que les taux d'intérêt restaient bas, le système fonctionnait. Avec la hausse des taux d'intérêt sur lesquels sont indexés les taux des remboursements, les emprunteurs sont pris à la gorge, les experts pronostiquent 2 millions de saisies d'ici la fin de l'année.

Le marché amorçant une pente descendante, les investisseurs se retirent.

Le départ soudain de ces fonds spéculatifs a pour conséquence la disparition de toute transaction sur certains segments du marché aux États-Unis, ce qui conduit à « une impossibilité quasi-totale d'obtenir des liquidités en échange des actifs figurant dans les portefeuilles de ces fonds », plus simplement, des fonds dont plus personne ne veut.

Conséquence de la mondialisation financière, organisée en France dès 1986 par le Ministre de l'économie, Bérégovoy, avec sa «réforme du financement de l'économie» (libre circulation des capitaux internationaux

et liquidité du marché boursier), la crise américaine se propage aux pays dont les banques ont participé au financement très rentable de l'immobilier aux États-Unis.

En France c'est «BNP Paribas qui a mis le feu au poudre» selon les termes de La Tribune, en suspendant le calcul de la valeur liquidative de trois de ses fonds (fonds ABS, composés de titres adossés à des créances). L'affolement a gagné les salles de marché d'autant plus qu'une semaine auparavant, dans une conférence de presse, le directeur de la banque française, Baudoin PROT avait déclaré que «grâce à sa prudente gestion, elle était préservée des remous apparus dans les eaux troubles de l'immobilier américain».

Il a suffi ensuite, pour entraîner Paris à la baisse, de rumeurs de faillite sur un hedge fund américain, Global Alpha, le joyau de l'activité spéculative de la banque Goldman Sachs, cette banque félicitée par The Economist pour avoir servi 40% aux actionnaires, en 2006. Un problème dans un compartiment relativement petit du marché s'est propagé dans tout le marché, l'inquiétude a largement dépassé le périmètre des produits les plus risqués comme si les gens constatant qu'ils ont sous-estimé les risques à un endroit, se posent des questions sur leur aptitude à évaluer correctement les risques partout ailleurs.

En Euroland, toutes les banques secondaires doivent avoir un compte à la Banque centrale européenne, ce compte est alimenté en monnaie centrale (la monnaie créée par la Banque Centrale Européenne). Quand une banque A doit payer une somme à une banque B, le règlement doit être fait en monnaie centrale (la monnaie de la banque A n'intéresse pas la banque B, puisqu'elle peut en créer elle aussi).

La Banque centrale peut ainsi, théoriquement, surveiller les mouvements interbancaires.

De fait, des banques secondaires, notamment les plus importantes, se sont organisées entre elles, ont formé un marché interbancaire, où les négociations se mènent de gré à gré,

décuplant ainsi leur puissance face aux banques centrales qui se trouvent reléguées au rôle de simples pourvoyeuses de la liquidité dont les premières ont besoin.

Les banques secondaires ont eu besoin de monnaie pour servir les clients qui ont rapatrié de la trésorerie dans leurs comptes de dépôt, elles ont aussi désiré avoir un matelas plus important pour se prémunir en cas de pertes et sont devenues très réticentes à se prêter entre elles. Pour ces raisons, elles ont dû augmenter leurs réserves, il leur fallait donc, absolument, de la monnaie centrale.

Et c'est ainsi que le 9 août 2007, la Banque Centrale européenne a été obligée d'intervenir pour mettre de l'huile dans les rouages du marché interbancaire, en répondant à toutes les demandes d'emprunt des banques. D'abord pour un montant record de 95 milliards d'euros, 61 le lendemain, 4 le lundi suivant, puis encore 25 le mardi, en tout plus de 350 milliards. Une intervention aussi massive de la Banque Centrale à un stade encore relativement superficiel de la crise est quelque chose d'inédit. Les médias et la Ministre de l'économie, ont augmenté l'affolement en attirant l'attention sur l'énormité des « sommes injectées » (il s'agit en fait, de prêts à court terme, des titres sont échangés contre de la monnaie de la Banque Centrale, les parties prenant l'engagement de faire l'échange inverse à un prix convenu d'avance à une date précise).

N'est-il pas de la dernière hypocrisie, de vitupérer les aberrations et l'opacité de la finance, quand on défend la libre circulation des capitaux dans le futur traité européen ?

L'inflation des prix des actifs n'est-elle pas la conséquence des liquidités supplémentaires accordées aux acteurs de la finance spéculative grâce aux crédits bancaires ?

Aura-t-on le temps d'oublier les effets de cette crise, sur l'inflation, le chômage, avant la suivante, celle probable des L.B.O ?

Conserver pour soi-même les immenses profits et répandre sur tous, les désastres du krach, une recette qui marche. Prochain article : « Crise, le retour ».

Jacques Villar